



## Séminaire d'échanges de pratiques : les projets visant le public NEETs sur le Bassin Hainaut-Sud

CEME (Charleroi Espace Meeting Européen) - CHARLEROI  
14 décembre 2017

---

### Introduction

Il s'agit d'une nouvelle matinée d'échange sur la thématique des NEETs organisée par la CEF visant à échanger et s'informer sur les différents projets développés sur le Bassin en particulier ceux soutenus par des subsides du Fonds social européen déployés dans le cadre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes, identifier les difficultés et facteurs de réussite des actions à l'égard de ce public désaffilié, établir des clés pour les identifier et les mobiliser sur le Bassin Hainaut-Sud.

La thématique des NEETs mobilise des budgets conséquents et une multitude d'acteurs différents.

Les NEETS sont très divers : jeunes qui trainent dans les rues, jeunes de « bonne » famille qui partent en voyage en prenant une année sabbatique ... Il se passe souvent beaucoup de choses dans leur tête et il faut en tenir compte pour savoir si ce que nous proposons répond à leurs interrogations / intérêts. Il faut revenir aux jeunes Les pratiques pour identifier et mobiliser ces jeunes sont aussi variées.

Il n'existe pas de chiffres pour le Bassin Hainaut-Sud déterminant le nombre de jeunes NEETS.

### PREMIERE PARTIE DU SEMINAIRE

Les projets ont été regroupés en 3 thématiques :

- Accompagnement vers la formation et l'emploi
- Projets liés à une formation ou un emploi spécifique
- Accrochage scolaire

Brève mention des projets dont les porteurs sont absents au séminaire :

- Projet « Quai jeunes : prise en charge globale des mineurs d'âge et jeunes adultes consommateurs de drogues » (ASBL Trempline)

Ce projet s'adresse aux jeunes de 15 à 24 ans présentant des comportements d'assuétudes combinés à d'autres difficultés (décrochage scolaire, recherche d'un logement stable, absence d'adultes pouvant les accompagner...). Un programme ambulatoire de plusieurs semaines avec des actions psychopédagogiques, la recherche de l'investissement des familles et l'aide entre pairs est proposé au jeune. Construire un projet professionnel avec ces jeunes est un défi.

- Projet « Garantie pour une insertion durable » (IFAPME)

Ce projet vise l'accrochage en formation et la prévention du décrochage, l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle et la réussite du parcours de formation avec une certification des compétences acquises. Il prend la forme d'un accompagnement spécifique des jeunes de moins de 25 ans par des activités concrètes et adaptées : systématisation du processus d'orientation à l'entrée en IFAPME avec découverte de métiers, découverte de l'alternance ; organisation d'un entretien et bilan systématique lors de l'accueil du NEET par un professionnel de l'orientation et de la formation ; organisation de remédiations ; entretiens de réorientation ; soutien aux tuteurs en entreprise ...

- Projet « Popular'Cité : street art et rénovation urbaine au rendez-vous de l'insertion des jeunes » (CPAS de Charleroi)

Ce projet, mené en collaboration avec la MIREC, vise la mise en place d'un parcours d'insertion pour les jeunes demandeurs d'emploi à travers un dispositif intégré d'actions d'orientation professionnelle, de pré-qualification, de qualification et d'accompagnement vers l'emploi et l'enseignement. Via des activités de street art par les jeunes permettant de revaloriser des quartiers, des démarches d'insertion professionnelles sont enclenchées et ils sont sensibilisés aux métiers de la peinture industrielle, les arts graphiques et audiovisuels .... Ce module de 18 semaines (12h par semaine) est structuré autour de suivis individuels, d'animation collective pour créer une dynamique de groupe, d'acquisition de compétences transversales en complément des compétences techniques liées à la formation en bâtiment, élaboration d'un projet post-formation.

La difficulté a été qu'au démarrage du 1<sup>er</sup> module, il y avait 14 stagiaires sur les 24 prévus : plusieurs jeunes qui avaient été recrutés dans les semaines précédentes se sont désistés au dernier moment et il était compliqué de recruter de nouveaux candidats au dernier moment.

- Projet « Forma + » (FUNOC)

Ce projet vise à ajuster l'offre de formation liée aux métiers du bâtiment de la FUNOC en proposant aux jeunes présentant un profil NEETs suivant cette formation un module complémentaire. Le but est d'aider ces jeunes à mener leur formation à terme en atteignant les objectifs fixés.

- Projet « Robin Sud Entre Sambre et Meuse – Renforcement des objectifs d'insertion des NEETs » (MIRESEM)

Les porteurs de projets présents sont invités à présenter brièvement leurs projets en indiquant les objectifs, le public cible, etc.

## **I/ ACCOMPAGNEMENT VERS LA FORMATION ET L'EMPLOI**

### **A) Plan d'action « Je prends ma place dans la société » (Service général de l'Education permanente et de la Jeunesse de la FWB)**

Il s'agit de développer des formations aux compétences de base, au numérique et aux enjeux citoyens.

Dans le cadre de ce plan d'action, un projet est développé sur le Bassin Hainaut-Sud : le projet « Objectif ville : de jeunes city trotters réalisent un plan interactif » porté par la FUNOC en collaboration avec Lire et Ecrire Charleroi Sud-Hainaut<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> <http://www.funoc.be/?Formation-CITY-TROTTER> ; <http://objectif-ville.funoc.be/?p=1>

La FUNOC a constaté que les jeunes peu qualifiés et peu scolarisés connaissent peu leur environnement, les dispositifs présents parfois proches de chez eux et sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour leur insertion sociale et professionnelle. En partenariat avec Lire et Ecrire Charleroi Sud-Hainaut (pour l'expertise méthodologique et d'encadrement), un module de formation de 12 semaines (18h/semaines) est proposé aux jeunes de 18-24 ans qui n'ont pas le CEB afin de réaliser des cartes interactives thématiques des villes de Charleroi et de Châtelet. Ces cartes sont mises à la disposition des citoyens.

6 modules ont déjà été organisés, le 7<sup>ème</sup> a commencé. La formation se compose de différents ateliers : multimédias, informatique, ... Des cartes ont été élaborées sur les thématiques des lieux culturels, des maisons de jeunes et services pour les jeunes, les aides au logement, la santé/vie affective, l'aide aux citoyens. Il y a pour chaque thème une phase de compilation des informations et de lieux puis la réalisation de la carte correspondante.

Les difficultés évoquées relèvent du recrutement des jeunes (mobilisation d'une dizaine de jeunes sur les 15 prévus dont certains décrochent et qu'il faut remotiver). Ces publics fragiles demandent un suivi pendant et après la formation. Ce sont souvent aussi des jeunes avec des difficultés précarité, insécurité, violence familiale, interrogation sur leur identité sexuelle ...). En outre, les financements sollicités ne sont pas forcément ceux reçus, ce qui peut retarder le démarrage des projets et contribue à la difficulté de mobilisation des jeunes. Il est nécessaire de créer du lien humain et de la confiance avec ces jeunes (besoin d'une personne ressource pour les jeunes, présente sur le terrain).

Enfin, un autre enjeu est la mesure des résultats et acquis. L'asbl Lire et Ecrire a élaboré un référencement d'évaluation des acquis.

## **B) Les projets du FOREM**

### **1) Accompagnement personnalisé des jeunes**

Ce projet vise les jeunes de 18 à 30 ans et couvre 3 volets :

- L'accompagnement des jeunes (non financé par l'Initiative pour l'emploi des jeunes - IEJ) → rencontre des jeunes demandeurs d'emploi rapidement après leur inscription au Forem puis tous les 3 mois ;
- L'accompagnement à distance (financé par l'IEJ) → envoi de mails génériques avec toutes les informations nécessaires pour guider les jeunes demandeurs d'emploi détenteurs du CESS dans leur recherche d'emploi ;
- Parrainage de jeunes en Région wallonne (financé par l'IEJ) → accompagnement depuis 2015 de 120 jeunes

Les projets vont sans doute continuer jusqu'en 2020. Dans le cadre de l'accompagnement, il n'y a pas vraiment de soucis pour trouver les jeunes puisqu'ils s'inscrivent au Forem. En revanche, il est très difficile d'identifier quels jeunes ont envie d'être parrainés.

### **2) Mes compétences clés pour l'avenir**

Ce projet vise la mise en réseau et la proposition d'un catalogue de tout ce qui est disponible pour aider des demandeurs d'emploi (structures comme les Centres de compétences par exemple). Il comprend plusieurs thématiques : orientation, promotion, langues, bases en mathématiques et sciences ...

Dans le Hainaut, il y a eu un projet spécifique par lequel les CEFO se rendaient dans les écoles à partir des 4e secondaires. Ce projet a eu beaucoup de succès.

Quant aux difficultés, il y a celles de l'accrochage des jeunes pour les envoyer en formation.

### 3) Formation alternée des demandeurs d'emploi

Selon un décret de 2014, le Forem est tenu de proposer des formations en alternance (nouvelle pratique professionnelle dont le champ était assuré jusque-là par l'IFAPME. Elles ont été organisées par rapport à 29 métiers. Mais elles ne remportent pas de succès (seulement une centaine de contrats d'alternance signés sur les 1800 envisagés).

Parmi les explications possibles, il y a l'éligibilité du profil des jeunes/conditions d'accès aux formations (conditions qui seraient trop strictes) ainsi que la mobilisation et fidélisation des jeunes.

#### **C) Projet « Formation des Neets » (FWB - Enseignement de promotion sociale)**

Ce projet entend réintégrer les NEETs dans un dispositif d'enseignement/accompagnement/insertion visant l'obtention par les jeunes de qualifications et leur mise à l'emploi. Ce dispositif s'inscrit dans des formations de vendeur en magasin, aide familiale, aide-ménagère, etc qui répondent à des besoins du marché du travail. L'enseignement de promotion sociale se prête bien à l'accompagnement des NEETs en raison de son caractère non obligatoire et le public visé (les adultes).

Un soutien pédagogique individualisé ainsi que la réalisation d'activités en entreprises (stages ...) sont proposées en plus de la formation qualifiante.

Le projet repose sur la collaboration des établissements de promotion sociale et des organismes d'insertion socioprofessionnelle comme les CISP, CPAS, AWIPH ... Ainsi, par exemple, une collaboration très efficace est développée à Charleroi entre la MIREC et l'École des femmes prévoyantes socialistes ayant permis l'accompagnement et la certification de plusieurs jeunes. Une convention a été signée, la Mirec s'étant notamment occupée du recrutement des personnes et l'accompagnement.

L'investissement et la motivation des partenaires, et notamment des professeurs, sont des éléments de réussite.

Auparavant, il devait y avoir des collaborations avec des CEFA : en fonction de l'identification des besoins des jeunes, l'établissement de promotion sociale complétait la formation qualifiante en proposant par exemple des cours de français. Mais il y a eu un problème de double valorisation : si un jeune s'inscrivait en CEFA, il n'était plus éligible dans le projet de l'Enseignement de promotion sociale. L'accrochage des jeunes était aussi une difficulté. Dès lors, le projet n'a pu être mis en œuvre.

S'il y a un partenariat efficace à Charleroi, le Hainaut en lui-même reste peu réactif par rapport à d'autres zones comme Liège ou encore Bruxelles. A Bruxelles, des ateliers d'accompagnement pédagogique sont proposés pour permettre aux jeunes d'entrer en formation dans le cadre d'un espace ouvert et sans contraintes : le jeune vient en fonction de ses objectifs professionnels et l'enseignant, détaché d'un établissement de promotion sociale, lui apporte l'aide nécessaire pour mener à bien son projet (travail avec le jeune pour intégrer une classe, passer un test d'admission ...). 5 collaborations sont développées à Bruxelles avec des CPAS qui identifient les jeunes et les envoient vers les ateliers. Elles fonctionnent bien.

Il y a le souhait de développer une collaboration avec le CPAS de Charleroi. Il sera contacté en 2018.

#### **D) Projet « Robin Charleroi – Renforcement des objectifs d’insertion des NEETs (MIREC)**

Ce projet consiste dans l’accompagnement vers et dans l’emploi de jeunes de 18 à 25 ans via l’élaboration d’un plan d’action cohérent selon ses envies et ses réalités, l’identification de ses atouts et freins (familiaux, professionnels, ...), le dégagement de ses compétences transversales. Diverses activités peuvent être proposées au jeune : coaching individuel et/ou collectif, visite d’entreprises, stage en entreprise, rencontres d’anciennes personnes accompagnées par la Mirec. Un travail est également réalisé avec le jeune par rapport à son comportement, vis-à-vis d’un employeur et des collègues. Des activités ludiques sont également proposées (ex : accrobranche).

Les NEETs étant un public particulièrement difficile à trouver et capter, il faut activer un réseau partenarial pour toucher ces jeunes. Les partenariats sont formalisés sous forme de conventions définissant les rôles de chacun.

La meilleure accroche est le bouche-à-oreille : si une bonne relation s’établit entre un jeune et une personne de la Mirec, il en parlera autour de lui.

Il s’agit donc de faire en sorte que le jeune se retrouve dans un projet professionnel qui lui convient et qui lui plaît. Afin de favoriser la place des NEETs sur le marché de l’emploi, des actions ont été menées par la Mirec à l’égard de leurs contacts entreprises pour augmenter les offres d’emploi accessibles à ces jeunes

Plus de 200 jeunes NEETs ont été accompagnés en 2016 à raison d’une moyenne d’un suivi de 75h par jeune avec un suivi post-emploi pendant 6 moi. 8 personnes travaillent à l’accompagnement. Sur ces 200 jeunes, 6 n’avaient pas de diplôme, 72 avaient leur CESS et les autres avaient le CEB. 79% des jeunes ont signé un contrat de travail.

#### **E) Projet « Du terriil au ciel bleu » (Asbl je crée mon job)**

Ce projet entend aider les jeunes qui se présentent à l’asbl « Je crée mon job » avec un projet spécifique, devenir indépendant et développer une activité d’entrepreneuriat. Pour ceux qui sont motivés mais qui n’ont pas de projet (ils sont nombreux), il s’agit de les stimuler pour en développer un. Des ateliers de formation collectives sont prévus (8 journées autour des atouts du jeune, des freins au développement d’un projet, l’amélioration de la confiance en soi et gestion du stress, les démarches de gestion d’un projet, des tables-rondes avec des créateurs de structures et employeurs, la mise au point d’un plan d’action). Il y a aussi ainsi une assistance individuelle pour définir le projet professionnel du jeune.

Le recrutement se fait via une collaboration d’organisations travaillant dans le secteur social et celui de la jeunesse (PCS, CPAS, ADL, etc).

Le projet s’est heurté à plusieurs difficultés :

- Le développement de partenariats fructueux
- La difficulté de recrutement du public (jeunes de moins de 25 ans) : une seule personne s’est montrée intéressée par le projet mais venait avec un projet spécifique et déjà des compétences ; elle avait uniquement besoin d’argent pour développer son projet professionnel ;

Le projet a donc été abandonné, faute d’outils pour mobiliser le public. Même pour les projets qui n’ont pas pu se développer, il est important de partager l’expérience.

## **F) Projet « Like and drive ton job » (Centre européen du travail de Thuin)**

Ce projet a pour but de lever les freins que les jeunes venant des alentours de Thuin connaissent, en particulier en termes de mobilité (peu de transports en commun, non détention du permis de conduire ...). Il s'agit donc de développer des ateliers avec des jeunes NEETs pour les préparer au permis de conduire, pour leur permettre de développer leur confiance en eux ...

2 sessions ont été mises en place en 2016 et 2017, avec 48 jeunes. Le bilan est donc plutôt positif mais ce public reste très compliqué à accrocher.

## **II/ PROMOTION D'UN METIER OU D'UNE FORMATION SPECIFIQUE**

### **A) Projets développés dans le cadre du plan d'action « Promotion des métiers techniques » du FOREM**

Dans le cadre de ce plan d'action, un appel à projets a été lancé en octobre 2015 visant le soutien d'actions d'opérateurs préparant à des métiers techniques et technologiques. Sur les 20 projets présentés au niveau wallon, 11 ont été sélectionnés et ont débuté en 2016. Le panel de métiers visés était large : impression 3D, valorisation des déchets, valorisation de la chaîne alimentaire, communication dans le milieu du spectacle, ...

Une fois l'appel à projet lancé, le Forem n'avait pas mandat pour contrôler les projets.

Le public est difficile à toucher (notamment les femmes) et à maintenir. Il y a aussi des améliorations nécessaires en termes de promotion du projet, de l'éligibilité du public, de réseau et de partenariat.

Sur les 11 projets sélectionnés, 3 touchent potentiellement les jeunes du Bassin Hainaut-Sud

#### 1) **Projet « Ecowin – Formation d'agent technique en écologie » (Asbl la Posterie – Centre culturel de Courcelles)**

Il s'agit de développer une pédagogie innovante d'apprentissage des métiers de l'écologie et les pratiques qui y sont liées (permaculture, compostage, réutilisation des déchets organiques, biodiversité, etc.), entre cours théoriques et cours pratiques. Ceci passe par un travail sur la confiance en soi, le désir d'apprendre, la réalisation d'un projet professionnel de formation formulé par le jeune ...

La formation dure 6 mois (19h/semaine). 21 jeunes ont été touchés en 2016 en partenariat avec le PCS, les maisons de jeunes etc.

Parmi les problèmes rencontrés, il y a le recrutement de ces jeunes et notamment de femmes (une seule sur les 21 jeunes). Il faudrait mettre en place des projets qui pourraient davantage accrocher le public féminin. En outre, des formateurs aux profils très différents avec leurs spécificités ont été engagés.

Le partenariat solide avec d'autres organisations constitue un facteur de réussite.

#### 2) **Projet « I.Teenagers » (Technobel)**

Le projet a pour objectif l'insertion sur le marché du travail des NEETs grâce aux nouvelles technologies. Il a été développé en partenariat avec la Maison de jeunes de Sambreville : la Maison de Jeunes apporte une connaissance dans l'accrochage du jeune, le Centre Technobel apporte une connaissance pédagogique, ce qui fonctionne bien.

Le Centre de compétence Technobel n'est pas situé sur le Bassin Hainaut-Sud mais à Ciney mais ses actions visent l'ensemble de la région wallonne.

Le projet s'articule autour de sessions de 20 jours (3 sessions organisées en 2016), notamment dans l'arrondissement de Charleroi. Les jeunes sont sensibilisés aux techniques de l'information et de la communication de manière ludique : programmation, réseaux, 2D/3D, ...

Quant aux difficultés, il y a eu la promotion du projet auprès du public NEETs qui n'est pas évidente via des moyens classiques (flyers, etc). Il y a aussi le fait de toucher, dans la Maison de jeunes, un public trop jeune pour participer au projet (des « pré-neets ») → lien avec les conditions d'éligibilité.

Un partenariat fort est également mentionné ici comme un levier de réussite du projet.

### 3) Projet « Découverte métiers du secteur alimentaire » (Epicuris)

Epicuris est le centre de compétence dédié aux métiers de bouche en Wallonie. Il entend permettre à des jeunes de 18 à 24 ans de découvrir, en y étant confronté, les métiers du secteur alimentaire (boulangier, boucher, opérateur dans le secteur alimentaire, etc). Il s'agit de sessions de 4 semaines accueillant chacune une vingtaine de jeunes comprenant des cours théoriques puis des essais-métiers organisés par Epicuris et Formalim.

Un partenariat a été créé avec Formalim pour ce qui concerne le secteur alimentaire au niveau industriel (pour le métier d'ouvrier en production de l'industrie alimentaire par exemple).

Initialement, il était prévu de toucher une quarantaine d'élèves par an, ils ne sont que la moitié.

Il est particulièrement complexe de faire parvenir l'information de ce projet aux jeunes (taux de retour de moins de 10%). Il faut aussi garantir l'assiduité à la formation de jeunes qui ne sont pas habitués à des rythmes « classiques » de formation.

Il faut assurer une dynamique de groupe constructive et positive qui n'est pas aisé à faire, en raison des différents profils (pas d'expérience des centres de compétence sur la prise en compte des situations psychosociales de ces jeunes).

## **B) Projets développés dans le cadre du plan d'action « Investir les métiers de la culture » (Service général de l'Education permanente et de la Jeunesse de la FWB)**

### 1) Projet « Formation aux métiers culturels et aux technologies digitales (Asbl la Posterie – Centre culturel de Courcelles)

Il vise à redynamiser et revaloriser des jeunes à travers cette formation construite en 3 phases : ateliers d'accompagnement et de mise en confiance ; Mini-cours théoriques et pratiques en lien avec les nouvelles technologies et le numérique (atelier photo, infographie, vidéo) ; Mini-stages d'immersion en entreprise et réalisation d'un projet professionnel pour une transition vers l'emploi ou une autre formation.

Une technique d'accroche qui fonctionne bien est celle de travailler dans les quartiers avec un éducateur de rue influent qui attire les jeunes et de permettre l'accès aux locaux du centre culturel pour y organiser des activités (ex : hip hop)

### 2) Projet « Immersion culturelle et créative en Hainaut » (Province du Hainaut Culture-Tourisme)

Il s'agit de proposer une formation intensive de 15 jours sous forme résidentielle pour permettre à des jeunes de s'immerger dans les métiers liés à la culture via une approche pédagogique innovante de ces

métiers, la proposition d'un coaching pour développer les compétences et la confiance du jeune, une motivation de l'expression artistique des jeunes. Le but est de sensibiliser aux métiers de la culture, à des techniques culturelles et susciter des envies.

Le stage en internat permet d'éviter l'absentéisme et est une solution aux difficultés de mobilité rencontrées par les jeunes (moyen de transport mis à la disposition pour aller faire des visites de studios, rencontrer des professionnels, des personnes qui ont des histoires à raconter). Il permet aussi de développer une dynamique de groupe. Il y a eu un seul abandon en 2016 et un en 2017.

Les activités ont été organisés en 2016 et 2017 (elles ne seront pas poursuivies en 2018) avec 10 jeunes touchés dont 3 filles en 2017, 8 jeunes touchés 10 jeunes touchés dont 3 filles en 2016. 16 places étaient prévues respectivement en 2016 et 2017. Elles ont été organisées à Charleroi, Liège, La Louvière et Mons.

Via cette pédagogie, il y a le souhait de donner envie aux jeunes participants au projet de reprendre une formation, de favoriser l'insertion sociale par l'intermédiaire de la culture et de confronter à la réalité de terrain.

Il est nécessaire d'avoir de bons contacts avec des personnes de confiance qui peuvent convaincre les jeunes de participer au projet. Un partenariat a été mis en œuvre avec des assistants sociaux du CPAS. Il y a le souci de la concurrence avec des partenaires qui fréquentent le même public et l'éligibilité du public.

### 3) Projet « Formation-immersion : pour et par la culture (Centre d'information et d'éducation populaire)

Via ce projet, le public NEETs de 18 à 24 ans est invité à découvrir les réalités des métiers de la culture via des stages et développer des compétences autour de l'axe culturel au sens large. En effet, les jeunes ont une vision des métiers de la culture comme étant des métiers « cools ».

Ce sont des sessions de 3 mois permettant aux jeunes d'aborder des techniques comme le montage vidéo, etc en repartant des constats des jeunes. Certains jeunes sont aussi dans un processus de formation et ont réellement un projet (ils ne sont pas totalement désœuvrés)

Il y a aussi une mise en relation des opérateurs culturels.

Il y a plusieurs difficultés et enjeux : l'éligibilité, l'accroissement de la concurrence entre opérateurs. Il semblerait dès lors intéressant de rencontrer les opérateurs en amont pour pouvoir discuter sur la mobilisation des jeunes, échanger des pratiques et développer des collaborations tout au long du processus, etc.

## **III/ L'ACCROCHAGE SCOLAIRE**

Plusieurs projets sont développés en FWB dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire et financés par l'IEJ : Accrojump, Plan d'action Enseignement/Aide à la jeunesse, CEFAccroche

### **A) ACCROJUMP (FWB – Centre de coordination et de gestion des programmes européens)**

Le but est le renforcement des équipes éducatives dans la lutte contre le décrochage scolaire.



Chaque projet Accrojump (5 dans le Hainaut se finissant en juin 2018) consiste dans le soutien à la création de partenariats de 3 écoles au moins via des actions articulées autour de 4 thématiques :

- L'amélioration de l'orientation en travaillant sur le choix du métier par l'élève, une mise en situation par rapport au monde du travail
- La réorganisation de l'encadrement des élèves (approche personnalisée)
- L'implication de l'élève dans son parcours en trouvant ce qui motive le jeune à s'investir pour son avenir
- Les alternatives à l'exclusion définitive (coaching, mise en place d'un dispositif interne d'accrochage scolaire – DIAS)

5 projets Accrojump ont été mis en place sur le territoire Hainaut-Sud. 20 DIAS ont été mis en place sur les 3 zones de Liège, Hainaut, Bruxelles.

→ Projet Accrojump à Erquelinnes : Le projet touche entre 70 et 80 élèves par an (public potentiel jusqu'à 200 élèves par an) ; potentiellement en décrochage. Les envies de l'enseignement et des élèves coïncident rarement. Il y a un manque de temps dans l'implication des professionnels car il y a un programme de cours à respecter. Il est pourtant important de travailler avec les professeurs pour qu'ils repèrent un début de décrochage (travail de prévention)

## **B) PLANS d'ACTION ENSEIGNEMENT – AIDE A LA JEUNESSE (FWB – Centre de coordination et de gestion des programmes européens)**

Ils s'inscrivent dans le cadre du décret intersectoriel de collaboration entre le secteur de l'Enseignement et celui de l'Aide à la Jeunesse. L'objectif est de mettre en place des partenariats entre l'aide à la jeunesse et l'enseignement pour la lutte contre le décrochage scolaire ainsi que des méthodes innovantes d'accrochage scolaire.

Les projets entendent identifier les facteurs qui accroissent les risques de décrochage, rendre l'élève acteur de sa formation en gagnant en confiance en lui, offrir la possibilité pour le jeune de bénéficier le plus rapidement possible d'un suivi personnalisé, mettre en place des dispositifs de collaboration dans les écoles et avec des partenaires extérieurs.

Le plan d'action prévoit la mise en place de cellules de concertation locale (mentionné dans le décret intersectoriel)

En Hainaut, 3 plans d'action Enseignement/aide à la jeunesse ont été déployés.

Des aspects positifs et leviers ont aussi été relevés :

- Le soutien et la confiance des directions d'école, des AMO, etc ;
- Le travail collaboratif et multidisciplinaire ;
- Le travail avec les jeunes directement ;

### 1) Les enfants roms sur le chemin de l'école

Le but est de lutter contre le décrochage scolaire de jeunes issus de la communauté Roms par l'intervention d'une personne adulte issue de cette même communauté qui fait le lien entre l'école et les familles. Il s'agit de populations roms sédentarisées sur la zone de Charleroi. L'établissement d'un lien de confiance entre l'école où les jeunes sont inscrits et leurs familles est le cœur du projet. Ceci se fait selon une approche « donnant-donnant » : une aide pour les démarches administratives et sociales est proposée aux familles en échange de la fréquentation de l'école par leurs enfants.

Ce projet implique un partenariat des écoles, CPMS, AMO, etc.

Beaucoup d'énergie a été déployée dans ce projet mais il y a des freins culturels et une grande difficulté de mobilisation des familles. Une autre difficulté a été celle de former des formateurs au sein de cette communauté susceptibles de prendre le relais dans ce lien avec l'école. Dès lors, les résultats escomptés n'ont pas été atteints.

## 2) « Accroche-toi » (La Maison de l'Adolescent)

Un agent de liaison de la MADO assure une permanence dans les écoles partenaires et rencontre les jeunes de 15 à 24 ans pour lesquels le décrochage est proche. L'agent oriente les jeunes vers les services et relais partenaires. Le partenariat dans le cadre de ce projet est donc très large (implication notamment du secteur de l'aide à la jeunesse pour lequel l'accès vers les écoles peut être plus facile). Le projet prévoit aussi un aspect de formation et sensibilisation de l'équipe éducative notamment dans un souci de prévention du décrochage. Mais il y a eu peu de mobilisation des enseignants. Une plateforme sur la thématique de l'accrochage a également été mise en place. Elle a travaillé sur plusieurs actions : questionnaire pour recueillir les besoins des parents, travail sur la problématique du harcèlement, etc.

## 3) « Résurgence » (AMO Point Jaune Charleroi)

Ce public vise les jeunes qui ne fréquentent plus l'école et dont les dossiers administratifs sont dans les armoires des écoles partenaires car ils n'ont pas été réclamés par une école dans laquelle le jeune se serait réinscrit. Cela démontre le désintérêt de ces jeunes par l'école et leur potentielle situation de NEETS

Le projet, mis en œuvre de mai 2016 à décembre 2017, s'organise en plusieurs phases :

- Phase 1 de recueil des coordonnées des jeunes dont les dossiers ne sont pas réclamés dans les 24 écoles partenaires (496 jeunes signalés) ; il y a eu peu de transmission d'informations par les écoles ;
- Phase 2 de contact par les personnes de l'AMO auprès des jeunes et leur famille pour connaître leur situation, connaître les causes d'un éventuel décrochage et proposer une rencontre → Conceptualisation et compréhension du processus de décrochage ;
- Phase 3 d'accompagnement du jeune à sa demande (principe de base du travail de l'AMO), recueil de sa parole sans contrôle ni jugement afin de développer un lien de confiance ; difficile de dire à un jeune désaffilié de retourner à l'école même s'il est en âge d'obligation scolaire ; 30 jeunes accompagnés sur les 496 dossiers, notamment grâce à la possibilité de visites à domicile ;
- Phase 4 : retour vers les écoles de la situation et clôture du projet (fin novembre) ;

Plusieurs remarques ont été faites :

- Peu de mobilisation des écoles (présence d'une seule direction à la réunion de clôture du projet) ;
- Peu de littérature qualitative sur les NEETS, sur les méthodes d'accrochage et la retranscription des réalités de terrain ;
- Plusieurs populations de NEETS avec de multiples problématiques : jeunes isolés qui restent chez eux, a fortiori si les parents souffrent de troubles mentaux ; jeunes avec des phobies sociales et

scolaires ; jeunes vivant de la débrouille ; jeunes avec des soucis de logement (jeunes qui n'ont pas de logement fixe et qui dorment sur le sol de la cuisine, vont dormir quelques jours chez un ami, puis quelques semaines chez un oncle, etc.) ;

- Création d'un répertoire des acteurs sur le territoire de Charleroi pour proposer d'autres pistes aux jeunes, faire des relais de leurs situations ;

### **C) CEFAccroche (FWB – Centre de coordination et de gestion des programmes européens)**

Ce projet vise à diminuer le décrochage scolaire dans les CEFA des Bassins des provinces de Liège et du Hainaut. Par rapport au territoire Hainaut-Sud, ce projet est développé dans plusieurs implantations du CEFA Morlanwelz (un des plus gros CEFA en FWB avec plus de 700 élèves inscrits) : Erquelines, Trazegnies, Thuin, Fleurus, Rance.

Il n'y a pas ici de « problème » pour trouver le public puisque les jeunes sont inscrits. Ceci ne signifie néanmoins pas qu'ils ne sont pas décrocheurs. A l'inscription, certains jeunes sont déjà en difficultés. Ils viennent à l'école mais sont « absents » dans leur tête. Mais une intervention n'est possible qu'à partir d'un certain nombre d'absences.

Les actions proposées au sein des CEFA sont : accompagnement individuel (remédiation) et collectif, essais-métiers, réalisation d'un bilan de compétences à l'entrée des jeunes en formation en alternance pour évaluer leur potentiel à suivre une formation en alternance car il peut y avoir une perte de temps en cas de choix d'une « mauvaise » option, travail sur la revalorisation du jeune malgré son sentiment éventuel d'échec ... En effet, l'enseignement en alternance souffre d'une mauvaise image : il ne concernerait que les jeunes qui ont des difficultés scolaires.

Une formation aux tuteurs en entreprise est aussi proposée pour éviter le décrochage des jeunes dans l'entreprise notamment en sensibilisant à la manière de se comporter face à un jeune.

Les CEFA ont une longue expérience du public jeune en difficultés sans pour autant être toujours très efficaces.

Un des enjeux majeurs est aussi le décrochage même des institutions : jusqu'où peuvent aller les équipes éducatives pour soutenir un jeune ? Quand faut-il considérer que tout a été fait ? Il est ainsi difficile de convaincre le personnel éducatif de s'impliquer dans un projet car il y a une impression d'avoir déjà tout essayé.

Plusieurs difficultés par rapport à tous ces projets et actions ont été mentionnées :

- L'implication des équipes éducatives (résistance au changement), leur manque de temps et leurs possibilités limitées d'évolution en raison de la « lourdeur » de l'enseignement ;
- Les modes de fonctionnement différents entre le secteur de l'enseignement et celui de l'Aide à la Jeunesse (difficulté de créer un partenariat avec un secteur différent du sien) ;
- La communication avec les jeunes pour déterminer ce qu'ils veulent faire et la difficulté de les mobiliser autour d'un projet ;
- Le fait de déposer à l'école des difficultés qui ne sont pas scolaires

## **DEUXIEME PARTIE DU SEMINAIRE**

Au regard des différents projets présentés, nous pouvons retenir 3 niveaux de considération :

- Administration, réglementation, logistique : problème de l'éligibilité de certains jeunes à s'impliquer dans les projets (jeunes qui n'ont pas l'âge requis, qui ne vivent pas dans la bonne commune, modalités de signalement dans l'enseignement<sup>2</sup>, etc) ; manque de financement ; difficulté à décliner un projet sur une zone géographique - collaboration interbassins ; double valorisation (un NEETs qui entre dans une structure n'est plus NEETs et n'est donc plus éligible à certains projets) ;
- Type de public visé ;
- Méthodologie (nouvelles pratiques pour le public et les interventions des acteurs de terrain) avec 2 aspects essentiels :
  - Aspect opérationnel/organisationnel (partenariat de plusieurs opérateurs sur un projet qui ne se connaissent par forcément ; bouleversement sectoriel avec notamment un « nouveau » rôle du Forem dans l'insertion ; rapprochement vers l'Aide à la Jeunesse ; nécessité d'une connaissance mutuelle des acteurs pour éviter la concurrence et partager des pratiques) ;
  - Type d'intervention/accompagnement (bouleversement de la relation formateur – apprenant ; bouleversement d'autres outils, autre rapport au temps de ces jeunes, autres langages, évaluation avec des résultats obtenus lisibles)

Il y a 3 problèmes constants :

- La quantification (nombre de jeunes concernés par la situation de NEETs sur le bassin Hainaut-Sud) ;
- La diversité des situations et des difficultés de ces jeunes (problèmes de logement, de santé mentale, etc.) qui ont des besoins et attentes ;
- La localisation de ces jeunes avec l'enjeu de les accrocher/mobiliser

#### **INTERVENTIONS DE REPRESENTANTS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN** (Jak Pjetri, Caroline Van Der Linden)

L'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) finance les projets en faveur des jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation dans les régions européennes où le taux de chômage de ces jeunes est supérieur à 25%.

Après un 1<sup>er</sup> appel à projets, un second appel à projet vient d'être lancé pour la période 2018-2020. Les régions concernées sont différentes et ont été déterminées sur la base de données statistiques du chômage des jeunes de 2016 : la zone de Liège n'est plus reprise puisque le taux de chômage des jeunes de la tranche d'âge mentionnée serait inférieur à 25% ; les zones de Bruxelles et du Hainaut sont maintenues ; les zones de Namur et du Luxembourg sont reprises pour la 1<sup>ère</sup> fois.

Le budget alloué dans le cadre de ce nouvel appel à projets est réduit de 50% par rapport à l'appel précédent.

La Commission européenne insiste sur la nécessité pour chaque Etat membre de l'UE d'offrir aux jeunes un emploi, un enseignement ou une formation et l'importance d'impliquer les jeunes dans le processus.

Il existe, au niveau européen, un Réseau Emploi Jeunes qui travaille sur 3 thématiques :

---

<sup>2</sup> Dans l'enseignement, il y a une obligation de signalement au Service du contrôle de l'obligation scolaire si un élève mineur a plus de 9 demi-journées d'absence injustifiée, si un élève majeur a plus de 20 demi-journées d'absence injustifiée.

- Intégration des services (ex : expérience « One stop Shop » en Finlande) – document sur cette visite d'études ;
- « Reach Out » et enjeu de l'accrochage des jeunes (réunion à Hambourg) ;
- Remobilisation : une fois le jeune « accroché », nécessité de mettre en place des activités pour qu'il reste mobilisé (réunion à Prague) ;

Il y a eu le 1<sup>er</sup> décembre une “peer review” consacrée à l'accrochage des NEETs organisée par le FSE avec des débats sur ces thématiques. Une compilation des débats de cette journée sera préparée.

Une dynamique très intéressante est menée par l'IBEFE de Liège sur la thématique des NEETs : plusieurs rencontres (avec des opérateurs de formation, les acteurs de 1<sup>ère</sup> ligne travaillant avec les jeunes, des jeunes eux-mêmes) en janvier, septembre et décembre. Inclure les jeunes est essentiel.

### **INTERVENTION GUY BAJOIT<sup>3</sup>**

Pourquoi y-a-t-il des NEETs aujourd'hui ? Pourquoi faut-il accompagner des jeunes pour qu'ils puissent s'intégrer ? Qu'est-ce qui ne va plus de soi dans l'intégration des jeunes, dans la société ? Avant, les familles, l'école, les entreprises avaient une coordination et permettaient aux jeunes de trouver leur place. Des structures de socialisation spécifiques étaient donc inutiles.

Puis, on a assisté à des mutations de plusieurs ordres : technologiques, économiques, politiques (au niveau national et international) avec des conséquences sur les idées (en termes de valeurs, d'évolutions culturelles et d'attentes des personnes par rapport à la vie)

On naît dans une société à un moment donné avec des valeurs, principes éthiques, moraux, croyances ... qui évoluent selon les époques. On y apprend ce qui est bon, beau, juste, vrai ... On apprend ce qu'on doit dire, faire, penser et on mène sa vie selon ce qui est considéré comme une bonne vie par les autres. Ces idées ont beaucoup changé à partir des années 1960 et aussi des années 1980 : une personne née après les années 1980 a appris des choses très différentes d'une personne née dans les années 1950. On attache de l'importance à des choses différentes. Pour comprendre les jeunes aujourd'hui et ce qui se passe dans leur tête, il est important de comprendre cette évolution des mentalités.

Ainsi, avant les années 1980 on pensait qu'avoir une bonne vie, c'était contribuer à la société en croyant à : la raison, la technologie, l'égalité/l'utilité (tout le monde naît égaux), la nation et la patrie. Il y avait la conception du devoir de bon soldat, de bon mari ou femme, de bon travailleur etc et du devoir de répondre aux normes de la socialisation.

Aujourd'hui, on ne croit plus naïvement et indiscutablement au progrès : une chose n'est plus nécessairement considérée comme bonne parce qu'elle est le résultat d'une innovation technique (ex. nucléaire). On ne croit plus vraiment dans la démocratie et les autorités politiques qui représentent les citoyens. On pense que l'inégalité est normale. On n'est plus là pour faire son devoir : on a le droit de ne plus le faire ou le faire moins bien. On ne croit plus en la nation car en plus de la perte de confiance vis-à-vis des autorités politiques, les pays européens ont perdu une grande partie de leur souveraineté au profit de l'Union européenne.

---

<sup>3</sup> Guy Bajoit, « La logique du capitalisme néolibéral », <https://www.cetri.be/Le-capitalisme-neoliberal-Comment>

Mais il est faux de dire que les jeunes aujourd'hui ne croient plus en rien : ils croient juste dans de nouvelles choses, valeurs. Avoir une bonne vie aujourd'hui, c'est être sujet et acteur de sa vie pas de l'individualisme car on souhaite être quelqu'un qui veut exister dans un groupe), avoir le droit d'être soi-même, avoir le pouvoir de décider ce qu'on a envie de faire dans sa vie, choisir par soi-même (ex : prendre une année sabbatique pour s'épanouir, développer des talents). Les jeunes ne veulent donc pas qu'on leur impose des choix, ils ne veulent pas entendre « c'est comme ça parce que c'est comme ça ».

Donc, en quoi faut-il croire / dire / faire si on veut avoir une vie bonne dans la société d'aujourd'hui ? Quelles sont Les nouvelles valeurs dans lesquelles les jeunes croient aujourd'hui sont :

- Avoir le droit d'être soi-même : souvent, à 18 ans, les jeunes ne savent pas ce qu'ils veulent faire de leur vie, peuvent ne plus souhaiter étudier, envisager de faire une année sabbatique pour développer de nouvelles expériences (activités artistiques, sportives, création d'entreprises ...), savoir ce qui me rend heureux, ce qui me motive ... ;
- Choisir soi-même : Ne pas se voir imposer les choses (il n'est plus audible d'entendre « c'est comme ça, car je l'ai décidé »), décider de prendre une personne comme idole etc ;
- Ne plus souffrir : aujourd'hui, il faut se sentir bien en ayant des relations affectives durables et favorables où chacun est le moyen de l'auto-réalisation de l'autre, en vivant libres ensemble, en se sentant relax ; il faut aussi être bien dans son corps (être jeune, sportif et beau) ;
- Etre prudent : faire attention à soi car on vit dans un monde dangereux ;
- Etre tolérant : mêmes droits pour tous ; respect des différences et même de l'indifférence

On est passé d'un modèle de vie progressiste à un modèle subjectiviste. Si elles ne sont pas forcément nouvelles, ces valeurs reviennent et triomphent.

La mutation culturelle, elle, donne des espoirs à tous (y compris les jeunes) en termes d'auto-réalisation, de rêve d'un haut niveau de vie. On retrouve cet espoir dans les publicités, les médias, les vitrines des magasins ... Mais il y a la réalité d'un modèle néolibéral avec des restrictions budgétaires affectant le secteur social, le secteur culturel. Dès lors, il y a des déceptions car il y a ceux qui ont les moyens d'atteindre ces espoirs tandis que d'autres, non.

Il y a donc un décalage entre la promesse d'un futur brillant et le fait que beaucoup de gens, et notamment les jeunes, n'ont pas les ressources nécessaires pour arriver à atteindre leurs attentes. Dès lors, ils réagissent de différentes manières. Quelles sont les réactions face aux frustrations ?

- Culture du combat (les battants, gagnants) : ils s'accrochent par eux-mêmes ou via des structures (culture de la compétition, du travail) et réussissent souvent ;
- Culture de la révolte : ce sont les jeunes qui se disent anarchistes, jouent avec le désordre, la police mais sans savoir pourquoi ils se révoltent ; ils essaient d'être les plus violents possibles, de provoquer cette société qui leur a donné de l'espoir en réponse à leur déception ;
- Culture de l'échec : ce sont les jeunes qui se découragent et décrochent (dans leur vie, dans leur école ...). Ils détruisent leur image, ce qui peut conduire à des comportements suicidaires, autodestructeurs (abus de drogue, d'alcool), une marginalisation (prise de risque avec la société) ;
- Culture de l'exit : ce sont les jeunes qui ne veulent pas de la société qu'on leur propose mais qui ne souhaitent pas dépendre d'elle. Ils font des petits boulots, d'autres activités (musique, peinture, écriture, etc.) pour se réaliser en toute indépendance ;

Le public NEETs se retrouverait dans plusieurs de ces aspects, et notamment celui de l'échec.

Face aux frustrations, on constate un repli sur les choses certaines de la vie, notamment la famille. Il y a aussi un nouveau rapport vis-à-vis de :

- L'école : les enseignants sont confrontés aux difficultés des élèves qui ne sont pas scolaires. Selon des témoignages d'enseignants de plusieurs écoles (de quartiers favorisés comme défavorisés), « quand les élèves font la discipline entre eux, ils sont souvent plus durs que les enseignants ». De plus, « quand les élèves sont passionnés, ils soulèveraient des montagnes ». Il faut donc les passionner pour quelque chose. C'est difficile mais certaines écoles y arrivent
- La religion : elle offre quelque chose de clair dans une société qui ne l'est pas, conduisant à un retour du religieux dans la société ;
- Le politique : les jeunes ne votent plus et croient que les politiciens font des promesses qu'ils ne tiennent pas, ne peuvent pas tenir (ex : création d'emplois, lutte contre la délocalisation des entreprises)
- Les normes, le travail, l'autorité (jeunes voulant leurs propres normes)

On constate aussi un repli sur les choses certaines de la vie, notamment la famille. Il y a une « sur demande » : de nombreux jeunes ont besoin d'aide et il convient d'aller à leur rencontre.

#### **DEBATS - COMMENTAIRES :**

- Etant donné qu'il n'existe pas de définition des NEETs et qu'être NEETs peut être temporaire, il ne faudrait pas parler de « NEETs » mais de « jeunes en situation de NEETs » ou aborder le public selon une terminologie « pour, pour, pour ... » ; définir un public par la négative est très délicat ;
- Nécessité de prendre le temps pour accrocher et mobiliser ces jeunes ;
- La communication par les pairs (de jeunes à jeunes), c'est ce qui fonctionne ;
- Beaucoup de NEETs qui sont parents : en assumant leur rôle de parents, ils n'ont pas nécessairement le temps de suivre des formations, un emploi et vivent de la débrouille ; beaucoup de jeunes qui pensent qu'avoir des enfants dans le monde d'aujourd'hui, c'est de la folie (d'où une baisse de la natalité dans certains pays) ;
- L'IEJ vise l'accrochage des jeunes et pas spécialement un résultat à l'emploi ;
- Nécessaire de ne pas attendre l'IEJ pour développer des collaborations car tout est à créer ; nécessité d'agir sur la pédagogie et l'accompagnement sociale des jeunes de manière transversale, de trouver une articulation entre socialisation et accompagnement ; nécessité d'une valorisation des compétences et de politiques transversales ;
- Nécessité de mobiliser les richesses (ex : avoir un toit est un minimum) ;
- Nécessité de s'intéresser aux valeurs des adolescents pour faire évoluer l'école ; Or, le Pacte pour un Enseignement d'Excellence n'a pas des valeurs et objectifs en adéquation avec ces valeurs (émancipation sociale, épanouissement personnel, connaissances ...). La finalité semble rester celle de la nécessité d'un emploi pour chaque jeune ;

#### **CONCLUSION :**

Ce séminaire constitue une première rencontre. Il marque une volonté de partager davantage et de se revoir. Il y aura des suites dans le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, notamment suite à l'appel à projet IEJ 2. Un plan de travail pour 2018 devrait être élaboré.

Adélaïde TROUSSELARD transmettra aux participants les Actes des différentes rencontres organisées en 2017 par l'IBEFE de Liège sur les NEETs. Un tableau répertoriant l'ensemble des projets sera aussi envoyé courant janvier 2018.